



Communiqué de presse FSU 95 suite aux violences policières du 1^{er} mai 2019

En annonçant la venue de milliers de Blacks Blocs et de gilets jaunes dits ultras, le gouvernement a cherché à dramatiser et à tendre l'atmosphère autour de la manifestation parisienne.

Son objectif était très ostensiblement de provoquer le plus de violence possible afin de décrédibiliser les organisations syndicales et le mouvement social.

Durant toute la manifestation parisienne, l'organisation policière a cherché à empêcher de nombreux manifestants de rejoindre le cortège et à bloquer dedans ceux qui voulaient le quitter. Elle a multiplié les violences gratuites.

Avant même le départ réel du cortège, la camionnette FSU Île-de-France a subi deux charges des forces de l'ordre. Celles-ci sont allées au-delà de la camionnette et du SO pourtant visiblement identifiable comme tel. C'est bien le SO qui semblait visé. Un camarade a été victime d'un tir probablement de LBD.

Nous avons dû évacuer le blessé et la camionnette dont la carrosserie a été abîmée lors des charges policières.

Il ne s'agissait pas de maintenir l'ordre, mais de mettre en œuvre une politique de répression à l'égard d'organisations syndicales qui combattent la politique de régression sociale du gouvernement. La FSU 95 condamne de tels agissements.

Le pouvoir politique, conscient de l'impopularité des annonces du Président Macron lors de sa conférence de presse, a voulu instrumentaliser la violence pour décrédibiliser les syndicats qui luttent contre la politique de régression sociale du gouvernement dans la fonction publique et dans le secteur privé. Pour ce faire, il a lui-même provoqué la violence affichant ainsi sa crainte et montrant son mépris pour les organisations syndicales. C'est une atteinte aux principes mêmes de la démocratie.

La FSU-95 :

- dénonce la façon dont le gouvernement a volé la fête du Travail aux travailleurs ;
- remercie les camarades du SO de la FSU Île-de-France présent.e.s ;
- elle apporte son soutien à celles et ceux qui ont eu à subir les violences policières.
- elle remercie tout particulièrement le SO de la CGT qui a accompli un travail remarquable face à des agressions policières permanentes.

La FSU-95 :

- exige le retrait total et immédiat du projet de loi « anticasseurs » ;
- exige le retrait de la loi ordinaire des éléments empruntés à la loi d'urgence ;
- exige l'abandon des réformes en cours dans l'éducation ;
- exige l'abandon du projet de réforme du statut de la fonction publique ;
- dénonce les politiques néolibérales actuelles destructrices du lien social
- exige l'ouverture de réelles négociations avec les organisations syndicales.

La FSU-95 appelle à une mobilisation massive les 9 et 18 mai pour la sauvegarde d'une Éducation Nationale en particulier et d'une Fonction Publique en général permettant une réelle justice sociale et une redistribution équitable de la richesse produite.